

Les subsides

Toujours dans le discours du budget, à la page 9, le ministre a déclaré:

Non cet abandon... compromettrait nos perspectives de croissance économique soutenue à l'avenir. Certains m'ont pressé de moins me soucier de l'inflation et de m'occuper du chômage et de l'expansion. Ces propositions ont un pouvoir de séduction qui risque fort de nous entraîner sur la mauvaise voie.

Monsieur l'Orateur, dans ma circonscription on ne semble pas bien comprendre le rapport entre certaines forces économiques. Je voudrais dissiper certains malentendus. En fait, je voudrais répondre à trois ou quatre questions bien simples posées par mes électeurs. Ils demandent pourquoi nous ne pouvons pas abaisser la valeur du dollar. Ils demandent pourquoi nous ne pouvons pas la réduire à 75c.; si nous sommes obligés de suivre les taux américains, pourquoi nous n'établissons pas librement notre taux pour faire baisser la valeur du dollar. D'autres électeurs disent que, pour eux, l'inflation n'a pas grande importance et que ce sont les taux d'intérêt et non pas l'inflation qui leur causent des difficultés. D'autres encore estiment, comme les néo-démocrates, que nous devrions relancer notre économie, mettre l'accent sur la croissance et aller de l'avant.

Monsieur l'Orateur, comme vous le savez bien, nos taux d'intérêt sont reliés à la fois aux taux d'intérêt américains et à notre propre taux d'inflation. Nous savons que si les taux américains baissent énormément, les nôtres ne suivront pas le mouvement si notre taux d'inflation ne baisse pas. Ils resteront élevés quand même. Par contre, si nous arrivons à réduire l'inflation nous serons mieux armés pour nous défendre si les taux américains restent élevés ou grimpent encore davantage. Tels sont les faits, mais ils montrent bien que le Canada est logé à la même enseigne que les autres pays et que le monde entier éprouve de graves difficultés à cause de l'inflation et des taux d'intérêt.

L'Institut de recherches C.D. Howe a signalé le fait dans *Policy Review and Outlook*, 1982, disant:

Le taux d'inflation doit être rabaisé à court terme. Si nous n'y réussissons pas, étant donné surtout le ralentissement de l'inflation américaine, les produits canadiens vont rapidement perdre de leur compétitivité à l'étranger. Le ralentissement de l'inflation est un préalable nécessaire à une relance économique à long terme.

M. Tom Shoyama a écrit dans la revue *Policy Options*, volume 3, numéro de mars-avril, un intéressant article que je recommande au NPD, sous le titre «Conditions économiques d'une amélioration graduelle». Il y expose:

Il est clair que le problème primordial et le plus rebelle, c'est la persistance des taux apparemment incontrôlables de l'inflation générale des prix.

Dans la suite de cet article, il dit:

... il est indubitable que (les taux d'intérêt) sont la conséquence de la persistance d'un taux d'inflation élevé, et des attentes indéracinables d'une poursuite de l'inflation.

Plus loin, il disait encore:

... les récentes crêtes (des taux d'intérêt) ont donné des taux réels vraiment sans précédent. Mais la question qui se pose est de savoir comment et pour quelles raisons il y a encore des gens qui ont le désir et les moyens de payer ces taux... La réponse évidente est qu'ils croient à la persistance de l'inflation...

C'est, je pense, le député d'Ottawa-Centre (M. Evans), qui a fait cette remarque si importante que le gouvernement a le devoir de défendre les droits des épargnants aussi bien que ceux des emprunteurs. Il faut défendre les droits de l'économie tout entière. Pourquoi? Il ne faut pas oublier que dans notre économie, les taux d'intérêt sont toujours supérieurs aux taux d'inflation. Pendant de brèves échappées, il peut leur arriver de retarder sur l'inflation, mais en longue période, l'emprunteur

verse toujours un profit aux prêteurs, et il paye toujours un taux d'intérêt supérieur au coût de la vie. Il faut que l'argent rapporte, comme le député d'Ottawa-Centre l'a souligné. Il faut que son taux de rendement soit supérieur au coût de la vie.

Dans ma circonscription, on pouvait prendre une hypothèque il y a quelques années pour moins de 12 p. 100. Aujourd'hui, il est courant de voir des hypothèques à 10 p. 100 se renouveler à 16, 17 ou 18 p. 100. Quand ces taux très bas ont été consentis il y a quelques années, les prêteurs ont très rapidement découvert qu'ils perdaient de l'argent, qu'ils étaient prisonniers d'hypothèques de cinq ans à 10 p. 100, alors que le coût de la vie augmentait à un taux plus rapide: non seulement il avait suivi le taux des hypothèques, il l'avait dépassé. En fait, le propriétaire d'une maison individuelle profitait du prêteur. Aujourd'hui, la situation s'est inversée. Le prêteur a tiré la leçon de l'expérience. Aujourd'hui, on ne trouve d'hypothèques que pour une durée beaucoup plus brève. Je pense qu'il n'y a plus qu'une seule banque à offrir des hypothèques à cinq ans. D'ailleurs, leur durée est plus brève, mais aussi elles coûtent beaucoup plus cher. Ceux qui ont des hypothèques à renouveler constatent que si jusqu'ici ils gagnaient sur le prêteur, les choses changent et de nouveau, comme il est de tradition, l'argent rapporte au prêteur. De toute évidence, une baisse des taux d'intérêt serait avantageuse tant pour les prêteurs que pour les emprunteurs. Les prêteurs continueraient à réaliser des bénéfices convenables et les emprunteurs obtiendraient l'argent dont ils ont besoin à un taux beaucoup plus faible. Ce sera avantageux tant pour les uns que pour les autres si les taux finissent par baisser, et cela ne se produira que si le coût de la vie et le taux d'inflation diminuent.

La deuxième partie du problème est l'énorme influence des taux d'intérêt américains sur la situation qui existe au Canada. Bien entendu, les taux d'intérêt américains ont été extrêmement volatiles dernièrement. Le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) a indiqué qu'il croyait que les taux d'intérêt étaient plus faibles aux États-Unis qu'au Canada. En réalité, ils sont beaucoup plus élevés. Le taux préférentiel dans les deux pays est d'environ 16.5 p. 100, mais au Canada, le taux d'intérêt réel se situe entre 4.5 et 5 p. 100, tandis qu'il est de 6 p. 100 aux États-Unis. Rien n'indique que les taux américains vont fléchir. Par contre, tout indique que ces taux vont influencer sur les nôtres et que les prêteurs vont se laisser influencer par les taux d'intérêt élevés américains.

● (1640)

Nos amis néo-démocrates nous ont dit tantôt qu'ils estimaient que les taux de change devraient donner des résultats. Le député de Don Valley-Est (M. Smith) a marqué des points lorsqu'il a parlé de la mère qui vit en Arizona et qui réclame encore plus d'argent d'un résident du Canada, de sorte que le député NPD devrait s'adresser sous peu au gouvernement afin d'obtenir une exemption au nom de sa mère. Du point de vue politique, c'est exactement ce qui se produirait. Pourtant, du point de vue économique, une formule semblable serait vouée à l'échec.

J'invite quiconque souhaite un avis indépendant là-dessus à se reporter à l'article intitulé «Can we have made-in-Canada